

ORDRE.	ACTION.	DATE.
5me.	R. J. Uniacke dans la législature de la Nouvelle-Ecosse, plaيدا en faveur d'une union fédérale.	1809
6me.	Le juge en chef Sewell soumit à Son Altesse Royale le duc de Kent, un projet pour l'union fédérale des provinces. (Le plan du juge en chef comprenait une assemblée législative générale, composée de 30 membres. Son Altesse Royale, le Duc de Kent (le père de notre Reine) suggérait qu'il n'y eût que deux divisions pour les besoins d'un gouvernement local. La première de ces divisions se composerait des deux Canadas, et la deuxième, des quatre provinces maritimes, devant former selon lui une union, qui serait la base d'une plus grande union dans l'avenir. Le Duc a été le premier qui a suggéré l'idée d'une union maritime. La capitale des deux Canadas, d'après lui, devant être Montréal, pour les fins locales, et celle des quatre provinces maritimes, soit Annapolis Royal ou Windsor, suivant le choix qu'il en serait fait. La ville de Québec, devant être naturellement, la capitale de la Fédération.)	1814
7me.	Le juge en chef Sewell, et messieurs Robinson et Strachan préparèrent et présentèrent, sous forme de pamphlet, au gouvernement anglais, un projet pour l'union fédérale des provinces. (Le juge en chef Sewell, qui maria une des filles du juge en chef Smith, fut fortement influencé par ce dernier.)	1822
8me.	La <i>Neilson's Gazette</i> 11 mai 1824, fit circuler une rumeur dans Québec, que les ministres de Sa Majesté se proposaient de soumettre au parlement une union de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord. Le <i>Canadian Spectator</i> à son tour dans son numéro du 6 novembre, disait qu'une lettre avait été reçue d'Angleterre, annonçant qu'un projet de confédération de toutes les provinces était sur le métier.	1824
9me.	Monsieur McCollogh qui publiait alors le <i>Free Press</i> de Montréal préconisa dans ses colonnes, l'union fédérale, comme un "fonds" d'études pour la rédaction.	1825
10me.	Robert Gourlay, a écrit un pamphlet, en faveur de l'Union fédérale (Gourlay était en prison à Londres, pour assaut commis sur un membre du parlement, relativement à certains griefs contre le Canada. Gourlay écrit de la "Correction House Cold Bath Fields, London.")	1825
11me.	Le <i>New York Albion</i> du 25 novembre 1826, annonçait que le gouvernement de Sa Majesté avait formé un plan pour l'union des provinces de l'Amérique du Nord en un seul état confédéré.	1826
12me.	Wm. Lyon McKenzie, dans un discours, préconisa l'union des provinces.	1831
13me.	Le gouvernement Impérial anglais a passé une résolution en faveur de l'union.	1837
14me.	L'assemblée du Haut-Canada et le conseil législatif recommandèrent l'Union fédérale.	1838
15me.	Le Révd. docteur Strachan écrit en faveur de l'union.	1838
16me.	La législature de la Nouvelle-Ecosse a voté contre les plans proposés dans la législature du Haut-Canada, pour la raison que ces plans n'ont pas été soumis à la législature de la Nouvelle-Ecosse.	1839
17me.	Lord Durham a préparé un rapport sur le Canada, dans lequel on proposait une union des colonies, faisant une distinction entre une Union fédérale et une Union législative, ce qui eut pour effet de diviser les unionistes en deux camps, les fédéralistes et les unionistes législatifs.	1839
18me.	George R. Young de la Nouvelle-Ecosse a écrit une brochure en faveur de l'union de toutes les provinces.	1840
19me.	Le <i>Simond's Magazine</i> publié à Londres, Angleterre, produit des extraits tirés de plusieurs journaux venant des colonies, faisant voir les progrès du sentiment général en faveur de l'union.	1844
20me.	Le major G. Warburton, M.P., a écrit un ouvrage intitulé "Hoche-laga ou l'Angleterre dans le Nouveau-Monde," (1846) et "la Conquête du Canada," (1849). Dans le premier de ces ouvrages, il s'exprime	